

## 2013, l'ère de la conscience planétaire

L'année 2013 s'annonce pleine de promesses, mais collectivement nous devons avoir un plan de réussite planétaire. Ce plan sera élaboré selon une logique holistique, car tous les domaines de l'activité humaine sont interreliés. Comme à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, il faut reconvertir l'économie pour passer d'une entreprise de destruction égoïste de l'environnement et de propagation des conflits armés à une économie de paix, de préservation des cultures ancestrales, et de restauration des écosystèmes. Haro sur les faux progrès scientifiques qui ne créent que de nouveaux besoins superflus en nous isolant les uns des autres.

En toute priorité, nous devons mettre fin aux guerres et aux famines qui affligent l'humanité en redonnant force de loi aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. (Un vote par million d'habitants représenté par un pays.) Les responsables des crimes contre l'humanité doivent être traduits devant la justice internationale. Ensuite, l'éducation de tous les enfants de la planète, garçons et filles, doit être dédiée à la culture, aux valeurs humanistes, à l'agriculture biologique, et au respect de l'environnement.

Si nous désirons survivre en tant qu'espèce, nous devons cesser de nous

comporter comme de simples consommateurs ignorants. Les produits fabriqués seront durables et recyclables. Lorsqu'une multinationale lancera un nouveau produit sur le marché comme les écrans plats, elle devra déposer un plan de récupération des anciens produits qui seront remplacés, ex nos vieux téléviseurs.

En parlant d'écrans et de propagande, il faudrait que la culture soit véritablement digne de ce nom. Nombre de médias de masse, dont le cinéma hollywoodien, inculquent l'insignifiance et la superficialité et effacent les valeurs culturelles transmises par l'école, la famille, le milieu communautaire et environnementaliste. La publicité au premier chef nous vante la puissance des gros cylindrés, tandis que les jeux télévisés nous font désirer un niveau de vie sans cesse plus élevé, énergivore et non solidaire. Plus je possède, plus je suis seul et moins j'ai de temps à consacrer aux autres. L'altruisme naît rarement dans un palais. La richesse isole et cause des problèmes de santé mentale, elle détruit le tissu social encore plus vite que la misère.

De toute urgence, il faut mettre en œuvre les accords de Kyoto, abolir les paradis fiscaux et investir une part substantielle de nos revenus dans

l'aide internationale parce que notre évolution comme humanité sera stoppée tant que nous ne tendrons pas la main aux nations moins favorisées pour qu'elles s'en sortent et que nous continuerons de profiter de notre position dominante pour les abuser. Est-ce que l'humanité a une âme ?

Pour changer cette culture matérialiste, il faut déraciner plusieurs de nos anciens démons tel que le patriarcat qui utilise le corps de la femme comme un argument de vente, le racisme qui dénie le droit de vie à de nombreux peuples, le consumérisme, le matérialisme, la mentalité comptable et l'esprit gestionnaire.

Comme disait Yvette Muise : « Il faut rêver logique ! » Pour ce faire, nous devons nous débarrasser de ce qui nous retient prisonnier d'un monde déjà disparu. Le capitalisme n'a plus rien à offrir à l'humanité, il est grand temps de le remplacer par quelque chose de plus conviviale, organique et respectueux de ce qui est véritablement sacré.

Yves Carrier

### DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Joyeux Noël et bonne année 2013	3
Analyse de la conjoncture	4-6
Mythologie fiscale	6-7
L'aide internationale canadienne	8
Aumôneries dans les pénitenciers	9
La vie de Hugo Chavez	10-11
Calendrier	12

### Joyeux anniversaire !!

Patrick Trembay, 13 janvier

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!

## **SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ** par Robert Lapointe

### **QUE CELUI QUI EST SANS PÉCHÉ LUI JETTE LA PREMIÈRE PIERRE!**

L'épisode racontée dans l'Évangile correspond, dirait René Girard, à la phase finale du mécanisme mimétique, celle du bouc émissaire. Elle requiert l'unanimité de tous contre un seul, une seule en l'occurrence. La cohésion est renforcée par l'unanimité et l'on se sent moins coupable si la responsabilité est collective. L'étape précédente du processus, la crise mimétique, est celle où l'un des protagonistes de la rivalité mimétique (phase précédant cette dernière) tente d'ameuter la foule contre la coupable désignée.

L'autre aspect est celui du jugement, qui est implicite dans l'épisode. En effet, est-on habilité à juger autrui ? La réponse est non bien sûr, même si l'État, sorte de puissance supérieure, le délègue à ses juges. Car qui est-on pour juger autrui ? Sommes-nous l'un et l'autre parfaits ? Je ne crois pas. Et souvent autrui ne fait avec sa paille dans l'œil que refléter la poutre que nous avons dans le nôtre.

Il faut aimer l'autre avec ses faiblesses, ses imperfections, car nous avons les mêmes parfois et c'est cela que nous détestons dans l'autre; et nous détestons l'autre car il nous donne à voir ce que l'on déteste chez soi.

Il importe de faire notre examen de conscience eu égard aux deux grands péchés qui existent vraiment. Entravons-nous notre développement spirituel ? Entravons-nous l'épanouissement spirituel d'autrui. Voilà les deux vrais péchés, le reste n'est que pacotille.

Il faut savoir pardonner aussi, même si l'on n'est pas obligé d'oublier. Le pardon est une condition essentielle de la vie sociale. Sans lui, aucune société, aucune amitié, ne peuvent survivre. C'est difficile quand notre *ego* est blessé, quand notre orgueil est atteint. Dans la condamnation d'autrui, avons-nous fait l'effort de comprendre sa situation? Et la situation? Comprendre l'autre, c'est prendre bien sûr le risque de l'aimer. Peut-on se le permettre sans mettre en danger son propre prestige, sa propre aura, son influence sur autrui ?

Peut-on prendre le risque de l'humilité ?

La prochaine rencontre aura lieu le 14 janvier sous le thème de l'inversion des valeurs à partir des paroles de Jésus: *les premiers seront les derniers et les derniers le premiers.*

A 17 heures au CAPMO, 2ième étage. Apportez votre lunch. La rencontre se terminera vers 21 heures.

Robert Lapointe.

### **ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO.**

Bravo à Isabelle Blais qui a remporté le grand championnat des mineures avec les Everblades de la Floride. Le championnat junior est en cours et celui du hockey féminin suivra. Devenez vous aussi des champions avec nous tout en partageant beaucoup de rires et un repas pris ensemble auquel vous pourrez contribuer. Tous les vendredi à compter de 15 heures jusqu'à... et aussi le dimanche à compter de 16 heures. Au CAPMO, 2ième étage, 435 du Roi.

# Joyeux Noël et bonne année 2013



*Natal  
Nadal  
Navidad 2012*

*Ano Novo  
Any Nou  
Año Nuevo 2013*

Pedro Casaldàliga

- Centinela, ¿qué hay de la noche?  
¿Qué hay de la crisis?

- ¿Desde dónde preguntas?  
¿Preguntas desde el hambre  
o desde el consumismo?  
¿El grito de los pobres  
sacude tus preguntas?

Pastores marginales  
cantan la Buena Nueva,  
con flautas y silencios,  
contra los grandes medios,  
los medios de los grandes.

Nos ha nacido un Niño,  
un Dios se nos ha dado.  
Hay que nacer de nuevo,  
desnudos como el Niño,  
descalzos de codicia,  
de miedo y de poder,  
sobre la tierra roja.

Hay que nacer de nuevo,  
abiertos al Misterio,  
ungidos de Esperanza.

- Sentinelle, que vois-tu venir dans la nuit ? Que dit-on de la crise ?

- À partir d'où s'interrogent-ils ?  
Depuis la faim ou la consommation ?  
Est-ce que le cri des pauvres ébranle  
tes questions ?

- De bergers marginaux chantent la  
Bonne Nouvelle, avec des flutes et des  
silences, contre les grands médias, les  
médias des grands.

- Un Enfant nous est né, un Dieu  
nous a été donné. Il faut naître à  
nouveau, nu comme l'Enfant,  
déchaussé d'avarice, de peur et de  
pouvoir, sur la terre rouge.

- Il faut naître à nouveau, ouvert au  
Mystère, rempli d'Espérance.

Pedro Casaldàliga

## Analyse de la conjoncture, par Robert Laplante

Le 30 mars 2012, monsieur Robert Laplante directeur de l'Institut de recherches en économie contemporaine (IREC), prononçait une conférence à la Table de concertation du Service de priorités dans les dons de la Conférence Religieuse Canadienne (CRC) sur la conjoncture sociale, politique et économique. À partir de notes du secrétaire, monsieur Pierre Prud'homme, nous vous présentons une partie de son intervention.

### 1—La concentration des médias et la difficulté de nous représenter comme société

Nous devons prendre acte d'un fait d'observation déroutante : nous avons de plus en plus de difficulté à nous représenter comme société globale, à faire des liens entre les événements et à nous saisir comme société. L'espace du débat public et de la délibération collective est encombré et même écrasé par la concentration des médias qui est peut-être une des plus fortes dans le monde. Il n'y a peut-être qu'en Italie où cette concentration est plus développée.

Il n'y a pas d'existence publique en dehors des médias. Ce qui ne passe pas dans les médias ne passe pas dans l'espace public. Or le récit médiatique avec son mode de fonctionnement « en boucle » écrase l'espace public. Quand on veut traiter des enjeux de société, les médias ont l'impression de nous faire un cadeau lorsqu'ils nous accordent quelques minutes de temps d'antennes ou lorsqu'ils nous invitent à des émissions de variétés où l'on peut faire de l'humour sur tout. La grande presse et les médias électroniques ne constituent plus l'écho du débat public, mais sont devenus une puissance de façonnement de l'opinion publique.

#### Conséquence sociale de cette concentration

Quelle peut être la conséquence sociale d'une telle concentration des médias ? Celle-ci agit comme un filtre qui ne retient que certains éléments d'information en fonction de leurs propres intérêts ou idéologies. Conséquemment, il s'ensuit un appauvrissement général du contenu et du débat qui influence et qui marque la sociabilité. Les opinions de ces animateurs et animatrices prennent une valeur de vérité correspondant à l'ensemble des faits alors

qu'il ne s'agit que d'une opinion basée sur une partie des faits.

Cette concentration et cette convergence entraînent aussi le débat vers le divertissement. On assiste à une réduction des émissions d'affaires publiques qui ne sont souvent que des capsules de cinq minutes. Le débat s'en trouve caricaturé. On assiste à la banalisation de certains enjeux et même au dénigrement, car tout doit ou peut être tourné en dérision. Il n'y a plus de sujets importants.

Auparavant, l'école et la grande presse formaient les gens au débat public. Aujourd'hui, on assiste à un déplacement auprès des groupes communautaires et, à certains égards, auprès des syndicats. L'école ne constitue plus maintenant le lieu de formation d'esprits critiques pour citoyens et citoyennes libres et responsables, elle se veut un appendice de mode de production. Les partis politiques sont devenus des machines marchandes, des machines à séduction plutôt que des machines à formation.

Devant de tels faits, notre capacité de décoder la réalité devient un défi majeur. L'adhésion des grandes chaînes d'information au néolibéralisme nous entraîne vers une surexposition des analystes qui ont adhéré à cette idéologie. Le journalisme se transforme alors en journalisme d'opinions plutôt qu'en journalisme qui se penche sur les faits. Faut-il s'étonner qu'on laisse tant de places à des instituts à caractère économique, tels l'Institut économique de Montréal, le *Fraser Institute*, l'Institut C.D. Howe ? Caractéristique des trente dernières années, ce mouvement n'est pas l'apanage du Québec.



## Analyse de la conjoncture, par Robert Laplante

### 2—Trois idées implantées dans le débat public durant les trente dernières années

#### 2.1—Réduction de l'État à son minimum

Avec Ronald Reagan, au début des années 1980, l'idée se répand que l'État fait partie du problème et non de la solution. La fonction de régulation de l'État est perçue comme une cause de perturbation économique. L'État n'est plus perçu comme le meilleur instrument de distribution de la richesse et apparaît comme un saboteur de l'activité économique. On retient l'idée formulée par Milton Friedmann : « laissons aller le marché et il en aura pour tout le monde. » Cette idée s'est inscrite au cœur des sociétés occidentales et s'est infiltrée au sein des institutions et des structures internationales.

#### 2.2—Primauté du marché sur l'État et la société

Avec Margaret Thatcher apparaît à la tête de l'État une personne qui va incarner le courant de pensée qui ne voit d'intérêt général que par l'addition des intérêts individuels. La société n'existant pas, on n'a pas besoin d'État. Le marché a la primauté sur l'État, la société, la démocratie. Le bien commun n'a plus d'existence propre en dehors du marché :

- Abolissons les barrières aux échanges. Le libre-échange devient un élément central de la politique internationale.
- Mettons fin aux politiques de développement régionale qui s'adressent à certains territoires. Le marché décidera du choix des territoires qui se développeront. Les politiques régionales ne font que rajouter des couches de bureaucratie qui perturbent la liberté du marché.

Mme Françoise Bertrand, de la Chambre de commerce, tient ce discours : « Laissons le marché décider, on n'a plus à se donner des politiques de développement régional. » La politique économique se définit par les occasions d'affaires. On est bien loin de l'origine étymologique du mot économie : l'art de bien administrer la maison.

### 2.3—La domination de la sphère financière sur la production

Auparavant, l'entreprise était définie par la production et l'emploi. Désormais, l'usine doit faire primer le rendement aux actionnaires plutôt que la production. Le critère n'est plus la viabilité de l'entreprise, mais la course au meilleur rendement possible et à plus court terme possible. Des usines ferment et se délocalisent non plus parce qu'elles ne sont plus viables ou rentables, mais parce qu'elles peuvent aller chercher un meilleur rendement ailleurs. L'économie sort alors littéralement de la sphère du social, pour entrer dans une course au rendement en accumulant de gigantesques réservoirs de capitaux dans les mains de petites oligarchies.

### 3—Deux visions du développement économique s'opposent

Au Québec, les trois idées citées plus haut vont remodeler le débat social. Le débat sur le libre-échange avec les États-Unis témoignera d'une opposition entre deux visions du développement économique.

L'une rassemblera les tenants d'un libéralisme économique plus ou moins débridé et suggérera d'occuper les endroits où c'est le plus rentable. Les tenants de cette orientation suggéreront, par exemple, de ne pas développer l'agriculture puisque nous sommes dans un pays nordique pour plutôt nous concentrer vers nos ressources naturelles. Les tenants de l'autre vision suggéreront de développer une économie complète dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Chez les indépendantistes, on assistera alors à une polarisation entre ceux et celles qui promeuvent le développement de niches économiques dans le continent et ceux et celles qui aspirent à une économie plus diversifiée. Ces derniers croient qu'un accès au marché américain va leur permettre de sortir le Québec des griffes du Canada. Tandis que chez les premiers, on pense qu'en spécialisant l'économie dans les secteurs les plus payants, on va développer nos champions... quitte à larguer les autres si nécessaires.

**Option Ouvrière, Décembre 2012, notes prises par Pierre Prud'homme**

## Analyse de la conjoncture, par Robert Laplante

### 4—De l'axe est-Ouest à l'axe Nord-Sud : nivellement de la différence continentale

Le libre-échange est maintenant accepté comme un état de fait. Les exportations du Québec vont changer de dynamique. Les règles d'État étant de juridiction fédérale, le débat va se déplacer sur la façon de nous repositionner. Les uns diront qu'il ne faut pas que notre adhésion à la société continentale nous dissolve comme société économique. D'autres affirmeront qu'il faut, au contraire, niveler la différence continentale.

On assistera alors à l'accentuation de la concurrence fiscale entre les municipalités et les États et au déplacement d'entreprises. On sera témoin du nivellement des salaires, de celui de la réglementation du travail ou des normes environnementales, du filet de protection sociale. On assistera aux assauts contre la fiscalité : « les entreprises paient trop d'impôts. » C'est la bagarre sur le nivellement.

### Mythologie fiscale

Dans le débat sur la lutte à la pauvreté, la réflexion sur la fiscalité prend une place centrale car cette dernière constitue l'instrument le plus efficace pour une meilleure répartition des richesses. Mais encore faut-il accepter de parler de chiffres. Qui d'entre-nous ne s'est pas déjà fait dire : « On peut faire dire n'importe quoi aux chiffres » ou « on peut faire avaler des couleuvres avec des chiffres » ? Or à qui ça sert ce genre d'arguments qui tentent de discréditer les chiffres ou de laisser croire à la complexité des chiffres, de telle sorte qu'on soit tenté de nous y désintéresser ou d'intérioriser un supposé déficit de compétences de notre part pour les comprendre ?

Tout comme il faut se méfier des personnes qui font un étalage de chiffres pour mieux semer la confusion, il faut se garder un sain scepticisme devant celles qui nous invitent à nous méfier des chiffres. Ceux-ci s'avèrent incontournables pour parler des faits et brosser le portrait de la réalité.

Cela est particulièrement dramatique parce que les Québécois avaient reconnu qu'ils avaient eu besoin de l'État pour se développer. Maintenant, pour une partie de l'élite économique, l'État est devenu un irritant majeur. Notre législation et nos règlements sont maintenant interprétés comme des obstacles économiques et non comme des acquis démocratiques. Pour que l'économie du Québec s'intègre au continent, il faut détricoter tout ce qu'on s'était donné. On se souviendra du rapport Gobeil où l'on parlait de l'État Provigo et où l'on proposait de mettre la hache dans les acquis de la révolution tranquille.

**Notes prises par Pierre Prud'homme, Option Ouvrière, décembre 2012**



### Pierre Prud'homme

À partir d'un article écrit par Simon Tremblay Fortin et Francis Fortier, de l'institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS), voici un résumé de leur position sur des mythes concernant la fiscalité.

#### Mythe # 1 :

Les riches paient 24 % de leur revenu en impôt pour le Québec.

Dans les faits, une personne gagnant \$ 100 000 par année ne peut pas payer plus de 17,5 % d'impôt pour le Québec. D'où vient la confusion ?

À Revenu Québec, il y a trois paliers d'impositions :

De \$ 0 à \$ 40 100 : 16 % d'impôt.

De \$ 40 100 à \$ 80 200 : 20 % d'impôt.

De \$ 80 200 et plus : 24 % d'impôt.

La confusion vient de la non distinction entretenue, volontairement ou non, entre le taux « marginal » et le taux « effectif » payé.

## Mythologie fiscale

## Pierre Prud'homme

Les taux décrits plus haut sont des taux « marginaux » car ils ne s'appliquent qu'à la tranche des revenus qui lui est rattachée. Ainsi, la personne ayant \$ 100 000 de revenus paiera un taux « marginal » de 16 % sur les premiers \$ 40 100, un taux de 20% sur la tranche de \$ 40 100 qui se situe entre \$ 40 100 et \$ 80 200, et 24 % sur les \$ 19 800 restants.

Si on ajoute le crédit d'impôt non remboursable pour le montant de base personnel de \$ 10 600, le taux d'impôt « effectif » de cette personne est de 17,5 % et non pas de 24 %. Bien sûr, on n'a pas encore parlé des déductions d'impôt possibles (REER, gain de capitaux, dividendes, etc.).

**Mythe # 2 : Le gouvernement souhaite hausser les impôts des plus riches à 31 % de leurs revenus.**

La hausse présentée par le Parti Québécois veut créer un quatrième palier à un taux marginal de 28% pour les revenus se situant entre \$ 130 000 et \$ 250 000.

Les détracteurs de cette hausse, se refusant de façon malhonnête à faire la distinction entre le taux « marginal » et le taux « effectif », parlent d'une augmentation de 4 % pour les particuliers gagnant entre \$ 130 000 et \$ 250 000, et de 7 % pour ceux gagnant plus de \$ 250 000.

Si on fait le calcul en tenant compte des taux marginaux décrits dans le mythe # 1, la hausse du taux d'imposition « effectif » d'un revenu de \$ 150 000 sera de 0,53 %, celle d'un revenu de \$ 190 000 sera de 1,26 % et celle d'un revenu de \$ 300 000, de 2,77 %. On est loin des 4 % et 7 % proclamés par ceux qui refusent cet effort supplémentaire demandé aux plus riches.

**Mythe # 3 : Le taux d'imposition a augmenté dans les dernières années.**

En comparant des salaires équivalents en tenant compte de l'indexation, de 2000 à 2010, les impôts de la majorité des contribuables ont diminué tant au provincial qu'au fédéral. Seule la catégorie des contribuables ayant des revenus de \$ 20 000 à \$ 50 000 a vu augmenter ses impôts de 1 %. Les plus de \$ 50 000 ont vu diminuer leurs impôts de 2,2 %.

**Mythe # 4 : Les contribuables touchés ne sont pas si riches que ça.**

Nous parlons des contribuables qui font des salaires individuels de \$ 130 000 et plus, et non des revenus familiaux qui sont nécessairement plus élevés. Le concept de riche est un concept relatif et s'évalue en le comparant aux autres.

Il nous faut définir un riche en lien avec la société dans laquelle il vit et non pas en le comparant avec des riches d'autres pays (les États-Unis, par exemple). Si le 1,5 % le plus riche de la population récolte 12 % des revenus gagnés au Québec, ce qui fait une moyenne de plus de \$ 315 000, ce n'est pas être riche ça ?

Et poser la question pour tendre vers une société plus juste et plus égalitaire, est-ce que ça fait de nous des gens qui méprisent la richesse ou plutôt des gens qui l'apprécient davantage parce qu'elle est mieux partagée ?

Si on se rappelle que les sociétés qui ont le plus grand écart entre les riches et les pauvres sont aussi celles où les coûts de l'éducation et des frais de santé sont les plus élevés, limitant du coup l'accès à des services, nous sommes en droit de nous demander dans quelle société nous voulons vivre et nous avons le devoir de la faire advenir selon nos valeurs.

Pierre Prud'homme, Option Ouvrière, décembre 2012



## **L'aide internationale canadienne, Lettre au premier ministre du Canada envoyée le 11 décembre 2012 par la Conférence religieuse canadienne**

Monsieur le Premier ministre,

Lors d'un discours prononcé le 23 novembre dernier devant *l'Economic Club de Toronto*, le ministre de la Coopération internationale, M. Julian Fantino, a affirmé que l'aide internationale devrait dorénavant être au service des intérêts commerciaux canadiens. Au nom de la Conférence religieuse canadienne que je représente et de ses 18 000 membres à travers le Canada, je désire vous exprimer par la présente notre vive inquiétude devant ce qui nous apparaît, depuis déjà quelques années d'ailleurs, des changements d'orientations inacceptables de la politique canadienne d'aide internationale.

Il ne doit pas y avoir de confusion entre les objectifs de développement et la promotion des intérêts commerciaux. Les propos du ministre ouvrent toutes grandes les portes au secteur privé et mettent en danger l'atteinte de la mission de l'ACDI qui est de réduire la pauvreté et non pas de se transformer en un instrument au service des intérêts économiques canadiens.

Nous inquiète encore plus, non seulement le fait que des compagnies minières canadiennes sont maintenant identifiées comme partenaires de l'ACDI, alors que plusieurs d'entre elles ont été ou sont encore accusées de graves violations des droits des populations où elles opèrent, mais le fait que l'ACDI délaisse l'expertise des organismes de la société civile engagés depuis des décennies dans l'aide internationale canadienne. Pourtant, plusieurs d'entre elles (Développement et Paix, Kairos Canada, Alternatives, Les Œuvres Léger, Oxfam, etc.), qui se battent aujourd'hui pour survivre, furent louangées par l'ACDI pour leur bon travail en développement. Pire encore, et c'est cela qui nous désole le plus, l'enveloppe globale de l'aide canadienne sera coupée de 7,5 % au cours des trois prochaines années. L'ACDI elle-même a été coupée de 9,7 %. Cela représente 800 millions de dollars et équivaut aux montants que l'ACDI destine aux programmes d'éducation (250 millions de dollars), d'eau et d'assainissement (70 millions de dollars), au Fonds mondial de lutte contre

le sida, la tuberculose et la malaria (180 millions de dollars), au Programme alimentaire mondial (70 millions de dollars) et plus.

Pourtant, en 1970, le gouvernement du Canada avait fait la promesse aux Canadiens et Canadiennes de verser 0,7 % du revenu national en aide publique au développement. À en juger par les récentes coupures, l'aide extérieure canadienne baissera malheureusement à 0,25 % d'ici 2015. Au même moment, en Grande-Bretagne, le premier ministre David Cameron a demandé au Parlement une augmentation de 40 % de l'aide, pour s'assurer que le pays atteigne le 0,7 % d'ici à 2015, l'année cible pour atteindre les objectifs du Millénaire en matière de développement.

Que faites-vous justement, monsieur le Premier ministre, de cet engagement pris par le Canada en 2000 dans le cadre de *l'Initiative de Muskoka* mise de l'avant au Sommet du G-8 ? Il avait alors été promis de verser 1,1 milliard de dollars supplémentaires en faveur de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants. Cette contribution devait porter à 2,85 milliards de dollars l'aide accordée par le Canada de 2010 à 2015 en vue de réduire la mortalité infantile (OMD 4) et d'améliorer la santé maternelle (OMD 5). Le gouvernement avait tenu sa promesse de doubler son aide à l'Afrique, et devait se préparer à délier complètement son aide d'ici 2012-2013. Au lieu de cela, ce sont des millions de dollars d'aide à l'Afrique qui ont été coupés depuis 2010 à travers le partenariat de l'ACDI avec les ONG canadiennes. Face à de tels changements d'orientations, radicaux et inappropriés, les leaders des communautés religieuses catholiques du Canada vous demandent instamment, monsieur le Premier ministre, de rétablir un dialogue constructif et ouvert avec les organismes de coopération et de solidarité internationale afin de réorienter les politiques canadiennes de l'aide publique au développement pour qu'elles correspondent avec le souhait de la majorité des Canadiennes et Canadiens.

Sincèrement,

Michel Proulx, O. PRAEM.

## **Contrats des aumôniers à temps partiel dans les prisons fédérales**

### **Lettre au premier ministre du Canada envoyé le 3 décembre 2012 par la Conférence religieuse canadienne**

Monsieur le Premier ministre,

Au nom de la Conférence religieuse canadienne et ses 18 000 membres à travers le Canada, je vous écris pour vous exprimer ma vive inquiétude concernant la décision de votre gouvernement de ne pas renouveler l'an prochain les contrats des aumôniers à temps partiel dans les prisons fédérales.

Cette décision touchera des dizaines d'aumôniers, dont plusieurs sont de nos membres, et affectera bon nombre de non chrétiens. Les tendances de l'immigration montrent en effet que le Canada accueille de nouveaux citoyens en provenance d'un nombre grandissant de pays non européens ou de pays dans lesquels la chrétienté n'est pas prédominante. La presque totalité des contrats à temps plein est octroyée à des prêtres chrétiens, alors que les autres religions sont essentiellement représentées par des aumôniers à temps partiel.

Considérant que des centaines de bénévoles travaillent de façon ponctuelle dans les établissements et sont supportés dans leur travail par les aumôniers qui les recrutent et les dirigent, ils risquent de disparaître également. Risquent aussi de disparaître plusieurs programmes réalisés par ces aumôniers et bénévoles, tels ceux qui visent la réhabilitation des personnes durant leur détention et pendant la période critique de la transition après leur incarcération ou ceux qui visent à sensibiliser le personnel de la prison aux différences culturelles de sorte que les personnes détenues ne subissent pas de préjudices pouvant saboter leur chance de réhabilitation.

Dans le site Internet de Service correctionnel Canada on lit que « Pour satisfaire aux besoins religieux et spirituels des délinquants, le SCC doit leur donner accès en milieu correctionnel aux ressources dont ils

ont besoin pour mettre en pratique leur religion ou leur spiritualité à un niveau adéquat selon leurs désirs, à un niveau comparable à celui dont bénéficient les membres de la collectivité ».

De plus, le SCC a depuis plusieurs années reconnu la valeur de la présence des aumôniers : « Les aumôniers sont capables de communiquer avec les personnes détenues d'une façon dont les autres membres du personnel ne sont pas capables de le faire. En s'adressant aux valeurs et sentiments les plus profonds d'une personne détenue, l'aumônier peut l'aider à puiser à des ressources intérieures dont elle a besoin pour faire dans sa vie les changements nécessaires qui l'habiliteront à vivre dans la communauté en respectant la loi. »

Il nous semble que votre gouvernement a peut-être pris trop rapidement cette décision sans examiner les conséquences possibles sur la réhabilitation des personnes détenues. En effet, les aumôniers font un travail d'accompagnement unique dans les démarches des individus pour se réhabiliter. Ils soutiennent leur quête de sens et aident les personnes détenues à vraiment s'impliquer dans le processus. Nous croyons que l'abolition de ce programme peu coûteux (6,4 millions \$) représente une économie minuscule à court terme et risque de coûter beaucoup plus cher à la société à long terme: récidive ou temps de détention prolongée.

La Conférence religieuse canadienne vous demande donc instamment, monsieur le Premier ministre, de bien vouloir reconsidérer votre décision pour le plus grand bien des personnes détenues ainsi que celui des citoyennes et citoyens canadiens.

Sincèrement, Michel Proulx, O PRAEM

Président

## Qu'est-ce qui est en jeu avec la vie de Hugo Chavez ?

### Guillermo Almeyra, la Jornada, Mexico, 16 décembre 2012

Par chance, l'opération s'est bien déroulée mais je n'aurais pas voulu être à la place des médecins cubains qui ont assumé cette responsabilité historique de combattre avec leur science et leur volonté de sauver la vie d'Hugo Chavez. Parce que d'eux non seulement dépendait la vie d'un homme qui, à sa manière et avec ses limites, lutte vaillamment et infatigablement avec son peuple et pour son peuple pour assurer l'indépendance du Venezuela et l'unité latino-américaine devant l'impérialisme, pour l'élimination de la pauvreté et de l'injustice en son pays et sur le continent et pour l'auto organisation des opprimés. Également, de ces médecins dépendent indirectement le cours immédiat de l'économie cubaine, la construction du Mercosur et de Unasur, la lutte entre les classes au Venezuela ainsi que les conflits entre les différents secteurs sociaux qui, en ce pays, retardent et empêchent le processus de construction du pouvoir populaire et ceux qui, au contraire, s'efforcent de le promouvoir en combattant la bureaucratie et le paternalisme.

Si Chavez, avec sa force et son amour de la vie, réussit sa récupération, il lui sera cependant très difficile d'assumer le pouvoir le 10 janvier prochain. Il sait qu'est inscrit dans la constitution la possibilité d'être remplacé dans ses fonctions présidentielles par le vice-président pendant un maximum de six mois, avant d'être obligé de convoquer de nouvelles élections. Aujourd'hui auront lieu les élections législatives régionales qui détermineront la composition des pouvoirs législatifs et des pouvoirs locaux. Même si dans le cas favorable où les forces favorables au chavisme triomphent et qu'elles puissent obtenir une confortable majorité parlementaire avec le contrôle des principales régions et si une grande majorité vote comme il est souhaitable, pour les candidats de Chavez afin d'assurer la stabilité économique et politique du pays, augmenteront de toute manière les pressions de la droite et de l'impérialisme en faveur de nouvelles élections présidentielles. Et augmenteront également les tensions internes et

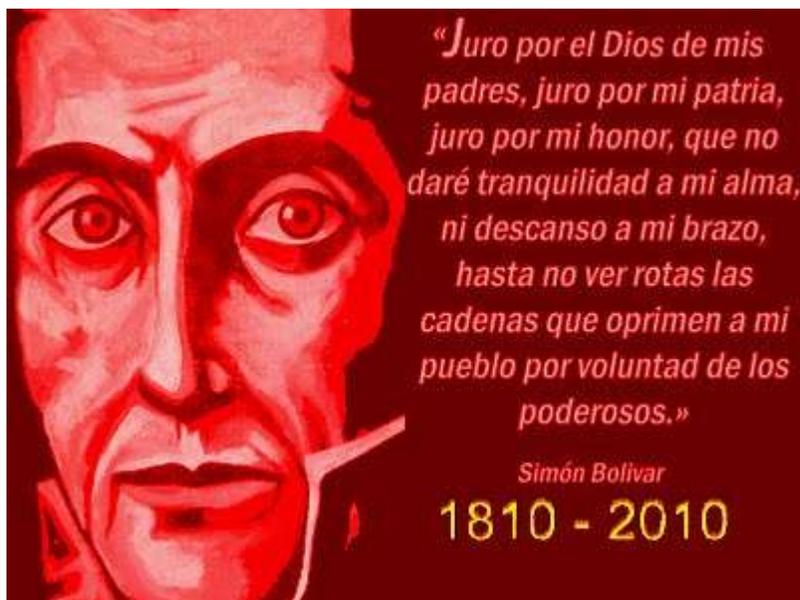
interinstitutionnelles au sein même du gouvernement et du chavisme sur quelle politique faudra-t-il suivre envers l'opposition et Washington, de confrontation ou de conciliation.

Le Venezuela entrerait alors dans une période compliquée puisque le vice président Maduro ne possède pas le charisme du président et qu'il devra en plus affronter toutes sortes de sabotages économiques, de pressions médiatiques, de tentatives de renversements, ouverts ou cachés, que Chavez puisse ou non reprendre son poste à l'intérieur des six mois que lui permet la constitution, ou pire encore s'il ne parvient pas à surmonter la récurrence de son cancer.

Chavez et le chavisme s'expliquent par le rejet par le peuple vénézuélien des vieux partis liés à l'oligarchie et à l'impérialisme. Une révolte populaire au début des années 1990, le *caracazo*, ouvrit le chemin au coup des militaires nationalistes et les rendit populaires, et ce fut le soulèvement du peuple qui défendit Chavez et le réinstalla après le coup d'État qui le destitua et le détenue. Chavez est le résultat direct du processus que l'on nomme révolution bolivarienne, non son créateur mais son promoteur.



## Qu'est-ce qui est en jeu avec la vie de Hugo Chavez ? Guillermo Almeyra, la Jornada, Mexico, 16 décembre 2012



est le moteur de l'intégration sud-américaine et, dans une bonne mesure, son financier. Sans Chavez, le processus intégrateur pourrait être bien plus complexe et tumultueux.

Cuba, le Nicaragua et de nombreux autres pays des Caraïbes dépendent, d'une part, du pétrole subventionné que leur fournit le Venezuela bolivarien, que Cuba paie avec la participation de ses médecins au service sanitaire vénézuélien, chose que la droite vénézuélienne souhaite éliminer. La Bolivie reçoit également de l'aide économique et des investissements, de même que l'Argentine qui a avec Caracas des avantages économiques qu'elle ne pourrait pas obtenir avec d'autres pays. Tout cela serait en péril si Chavez cesse de diriger le Venezuela ou

Il est également un médiateur et un arbitre irremplaçable entre les différentes forces qui agissent au sein de ce processus, lesquelles vont de la bourgeoisie bolivarienne et sa bureaucratie, à sa droite, jusqu'aux tentatives d'auto-organisation des paysans, des voisins et des travailleurs, à sa gauche, ainsi qu'avec les forces armées, dont les dirigeants déclarent leur loyauté au président, entre les deux secteurs.

Chavez est aussi, indiscutablement, le plus déterminé et le plus radical des dirigeants latino-américains. Autant Dilma Rousseff que Cristina Fernandez cherchent en effet la quadrature du cercle, c'est-à-dire à développer le capitalisme dans leur pays respectif avec les instruments du néolibéralisme à peine modifier par l'assistentialisme d'État afin que n'augmentent pas trop la pauvreté et le chômage. Ces gouvernements n'ont pas de plans pour le futur immédiat et encore moins des plans de transformation. En plus, les principaux associés du Mercosur sont des compétiteurs sur des questions importantes et cela empêche que cette association avance, déjà que la Bolivie et l'Uruguay sont très faibles et que l'Équateur a encore une économie dollarisée. Conséquemment, le Venezuela a en partie vaincu la résistance de la bourgeoisie brésilienne et, dans une moindre mesure, celle de l'Argentine, qui

s'il disparaissait abruptement dans le cas où, par des moyens légaux ou illégaux, la droite est ses alliés internes dans la camp chaviste parvenaient à imposer un virage économique.

Chavez, c'est certain, est président d'un pays capitaliste, comme le sont tous les pays du monde et sa volonté socialiste est surtout déclarative et il s'exprime avec beaucoup de contradictions et de confusion. Mais c'est un révolutionnaire qui dirige un processus de révolution démocratique et anti-impérialiste qui, dans l'immédiat, est menacé par la droite. Maintenant, le sens commun le plus élémentaire oblige tous ceux qui luttent pour la libération nationale et sociale de leur pays à rejeter la stérile extrême gauche et à s'unir aux travailleurs et au peuple vénézuélien et souhaiter que les excellents médecins cubains qui soignent le président puissent obtenir son rétablissement pour qu'il puisse occuper son poste dans le processus en cours au Venezuela.

*Hasta la vida siempre !*

*Viva la revolucion bolivariana !*

Traduit par Yves Carrier

## Calendrier des activités à venir

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
30	31	01 Le Nord au cœur, film sur Louis-Edmond Hamelin Cinéma Cartier	02 Le Nord au cœur, film sur Louis-Edmond Hamelin Cinéma Cartier	03 Le Nord au cœur, film sur Louis-Edmond Hamelin Cinéma Cartier	04 Hockey aux cartes à 15 h	05
06	07	08 <b>Plusieurs conseils de quartier ont lieu, 19:00</b> Voir calendrier du Réseau du Forum Social	09 <b>Plusieurs conseils de quartier ont lieu, 19:00</b> Voir calendrier du Réseau du Forum Social	10 <b>Soirée mensuelle du CAPMO avec Vivian Labrie</b> <b>Les Carrefours de Savoirs d'hier à aujourd'hui.</b>	11 Hockey aux cartes à 15 h	12
13	14 <b>Cercle de lecture autour des paroles du Christ, Au CAPMO 17:00 à 21:00.</b> <b>On apporte son lunch pour manger ensemble.</b>	15 <b>Plusieurs conseils de quartier ont lieu, 19:00</b> Voir calendrier du Réseau du Forum Social	16 <b>Plusieurs conseils de quartier ont lieu, 19:00</b> Voir calendrier du Réseau du Forum Social	17	18 Hockey aux cartes à 15 h	19
20	21 <b>Pas de piquerie dans mon quartier, Télé-Québec, 21:00</b>	22 <b>Pas de piquerie dans mon quartier, Télé Québec, Minuit.</b> Conseil de quartier de Montcalm, 19:00 Loisir Montcalm, salle 202	23	24	25 Hockey aux cartes à 15 h <b>Colloque sur les femmes en politique municipale</b> Hotel Ambassadeur 17:00	26 <b>Formation sur le Carême de Développement et Paix, Services diocésains, 9:00</b>
		29	30 <b>Manif nationale à Montréal, coin Sherbrooke et McGill, contre les restrictions budgétaires du gouvernement provincial.</b> 11:30	31 <b>Conseil de Quartier de Saint-Roch, Édifice La Fabrique, salle Amyot, 19:00</b>	01 <b>Lancement du livre Pratiques de conscientisation, Rose du nord 17:00</b>	02
		05	06	07	09 Hockey aux cartes à 15 h	10